ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 11 janvier 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "organisant le Conseil consultatif national des magistrats", a donné le 2 juin 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 januari 1993 door de Vice-eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot oprichting van de Nationale Adviesraad voor magistraten", heeft op 2 juni 1993 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Selon l'article 1er, les membres du Conseil consultatif national des magistrats sont élus par et parmi les magistrats de carrière effectifs, cette expression étant entendue, suivant le commentaire des articles, par opposition aux magistrats admis à la retraite ou bénéficiant d'une pension d'invalidité. Il n'y a toutefois pas lieu, poursuit le commentaire, d'exclure des collèges électoraux des magistrats visés aux articles 383, § 2 (les magistrats à la retraite qui sont autorisés à exercer des fonctions de magistrat suppléant jusqu'à l'âge de septante ans) et 383bis (les magistrats à la retraite qui, durant un an au maximum, continuent à siéger dans des causes qui n'avaient pas encore donné lieu à décision au moment de leur mise à la retraite) du Code judiciaire.

La précision que mentionne le commentaire des articles doit figurer dans le dispositif du projet.

Sous réserve de cette observation, il faudrait écrire dans le texte néerlandais : "... hierna te noemen "de Raad", worden door en uit ... gekozen ...".

Article 2.

Les subdivisions de l'alinéa 2 doivent être introduites par 1°, 2°, 3° ... et non par des tirets.

Mieux vaut écrire au cinquième tiret, devenant 5°, du texte français :

"5° le collège des conseillers à la Cour du travail et des juges aux tribunaux du travail;".

Mieux vaut écrire au huitième tiret, devenant 8°, du texte français :

"8° le collège des juges aux tribunaux de première instance;".

Au neuvième tiret, devenant 9°, les mots "du procureur du Roi" doivent être omis.

Mieux vaut écrire au dixième tiret, devenant 10°, du texte français :

"10° le collège des juges aux tribunaux de commerce ;".

OBSERVATION GENERALE SUR LES ARTICLES 5 ET SUIVANTS.

Le projet tend à organiser la manière dont les opérations de vote doivent se dérouler, mais n'en règle pas certaines modalités importantes.

Il convient d'habiliter le Roi à prendre les mesures d'exécution nécessaires.

Article 5.

1. L'alinéa 2 prévoit que les candidatures doivent être déposées au secrétariat du Conseil. Celui-ci ayant son siège à Bruxelles, on peut se demander si un autre mode, tel

que l’envoi par lettre recommandée à la poste, ne devrait pas être également prévu.

Il est fait référence, à cet égard, à l’observation générale qui précède.

2. Le projet ne règle pas la manière dont les bulletins de vote sont établis. Un modèle de ce bulletin pourrait utilement figurer en annexe de la loi en projet.

Les membres du Conseil étant, suivant l’article 2 du projet, élus par le collège auquel ils appartiennent, il serait d’autre part cohérent de prévoir que ces bulletins sont établis par le collège.

3. Le texte néerlandais de l’alinéa 7 devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Le modèle du formulaire de la procuration devrait être fixé par le projet lui-même ou ce dernier pourrait confier au Roi le soin de le faire.

2. Au paragraphe 1er, 1°, il faut éviter d’interrompre l’énumération par une phrase incidente. Il convient donc d’écrire "... d’être transporté, cette incapacité étant attestée ...".

Une observation analogue vaut pour le 2° et le 3°.

3. Le paragraphe 4 reproduit intégralement le paragraphe 4 de l'article 147bis du Code électoral. Il n'y a cependant pas, suivant le projet, à proprement parler un "président du bureau de vote", mais, suivant l'article 5, alinéa 6, un magistrat chargé de la surveillance des opérations de vote.

Le paragraphe 4 serait donc mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 4. Pour être reçu à voter, le mandataire remet au magistrat chargé de la surveillance des opérations de vote la procuration ainsi que ... et sa convocation sur laquelle ce magistrat mentionne "a voté par procuration".

Article 7.

Dans l'expression "tels que prévus à l'article 2" les mots "tels que" doivent être omis. La remarque vaut pour les alinéas 3, 4, 5 et 6.

Par ailleurs, il serait plus clair de grouper les alinéas 1er et 2 en un paragraphe 1er et les alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 en un paragraphe 2.

Dans l'alinéa 7, devenant le paragraphe 2, alinéa 5, il y a lieu de remplacer les mots "alinéas précédents" par les mots "alinéas 1er à 4".

Le texte néerlandais du même alinéa, devenant le paragraphe 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre II.

Le Conseil consultatif national des magistrats n'étant pas une personne morale, il convient de rédiger l'intitulé comme suit "De l'organisation du Conseil".

Article 9.

En s'inspirant de l'article 43quater de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, mieux vaudrait écrire à la deuxième phrase de l'alinéa 3 : "ils doivent appartenir à un régime linguistique différent de celui du président du Conseil" car l'appartenance linguistique ne se détermine pas d'après la langue dans laquelle ils s'expriment.

Article 10.

Conformément à l'observation formulée au sujet de l'article 9, l'article 10 doit être rédigé comme suit.

"La présidence du Conseil et des sections est soumise, tous les deux ans, à une alternance fondée sur l'appartenance à un régime linguistique".

Article 11.

Les mots "tels qu'ils sont définis à l'article 2" doivent être omis.

Article 12.

Dans les alinéas 2 et 3, il convient d'écrire "conformément à l'article 9" plutôt que "conformément aux dispositions de l'article 9".

A l'alinéa 4 du texte français, mieux vaut écrire "En cas de parité de voix ...".

Article 15.

1. Suivant le commentaire qu'en donne l'exposé des motifs, "le Conseil a (dans l'hypothèse où il est invité à donner un avis à la demande du Ministre de la Justice sur tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de la justice) la liberté de ne pas s'exprimer s'il l'estime convenable". Cette liberté n'apparaît ni dans l'article 15, ni dans l'article 17 du projet.

Comme en a convenu le délégué du Ministre, le dispositif du projet doit être complété à cet égard.

2. La fin de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit : "... sur tout ce qui concerne l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la justice".

3. A la fin de l'alinéa 2, il serait plus clair d'écrire "... concernant une matière régie par la deuxième partie du Code judiciaire, au livre Ier, titres Ier, II, IIbis, V et VI, ou au livre II, titres Ier, II et V".

Le Conseil d'Etat, section de législation, constate que les titres III (Des traitements, salaires et frais de fonctionnement) et IV (De la mise à la retraite, de la pension et de l'éméritat) du livre II de la deuxième partie du Code judiciaire ne sont pas mentionnés parmi les matières pour lesquelles l'avis serait requis.

Article 16.

Il faut écrire dans le texte français "de donner des avis".

L'observation vaut également pour les articles 17, 19, 20, 23 et 25.

Article 18.

Comme le délai de soixante jours prévu dans la première phrase concerne une formalité substantielle, il y a lieu de prévoir les conséquences de la non-communication de l'avis dans ce délai. Il y aurait lieu, notamment, de préciser que le non-respect de ce délai implique l'accomplissement de la formalité.

Article 19.

A la fin du texte français de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "... durant les quatre années qui suivent ...".

Article 20.

A l'alinéa 3 du texte français, il faut écrire "après que la commission a entendu ...".

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IV devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

L'article donne la possibilité aux magistrats d'expression française et à ceux d'expression néerlandaise de donner des avis distincts.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Ministre et des Chambres législatives sur le fait que ces avis risquent d'être divergents sur des matières identiques, y compris lorsqu'il s'agit d'une matière de compétence nationale, et de placer ainsi l'autorité politique devant des choix qui risquent de la mettre en opposition avec le point de vue exprimé par une large majorité de magistrats d'une expression linguistique déterminée.

Article 25.

A l’alinéa 2, il y a lieu d’omettre les mots "à cet égard" et de remplacer les tirets par 1°, 2° et 3°.

Article 27.

Le texte néerlandais de l’alinéa 1er, deuxième phrase, devrait être rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l’alinéa 2 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 29.

Le texte néerlandais de la première phrase devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 30.

Mieux vaut rédiger la deuxième phrase comme suit :

"Il est approuvé par le Roi et est publié au Moniteur belge".

Article 31.

Il y a lieu d’omettre les mots "Disposition transitoire".

Artikel 1.

Volgens artikel 1 worden de leden van de Nationale Adviesraad van de Magistraten gekozen door en uit de werkende beroepsmagistraten, wat volgens de artikelsgewijze bespreking betekent dat de magistraten in ruste of die een invaliditeitspensioen genieten niet in aanmerking komen. Er bestaat evenwel geen grond, vervolgt de bespreking, om magistraten bedoeld in de artikelen 383, § 2 (de magistraten in ruste die het ambt van plaatsvervangend magistraat mogen uitoefenen tot zij de leeftijd van zeventig jaar hebben bereikt) en 383bis (de magistraten in ruste die gedurende ten hoogste één jaar hun ambt blijven uitoefenen in de zaken waarin nog geen beslissing was gevallen op het tijdstip van hun pensionering) van het Gerechtelijk Wetboek uit te sluiten van de kiescolleges.

De verduidelijking die in de artikelsgewijze bespreking wordt gegeven, behoort in het dispositief van het ontwerp te staan.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men : "... hierna te noemen "de Raad", worden door en uit ... gekozen ...".

Artikel 2.

De onderverdelingen van het tweede lid behoren te worden ingeleid door 1°, 2°, 3°, ... en niet door streepjes.

.../...

Naast het vijfde streepje, dat 5° wordt, zou het beter zijn in de Franse lezing te schrijven :

"5° le collège des conseillers à la cour du travail et des juges aux tribunaux du travail;".

Naast het achtste streepje, dat 8° wordt, zou het beter zijn in de Franse lezing te schrijven :

"8° le collège des juges aux tribunaux de première instance;".

Naast het negende streepje, dat 9° wordt, behoren de woorden "van de procureur des Konings" te vervallen.

Naast het tiende streepje, dat 10° wordt, zou het beter zijn in de Franse lezing te schrijven :

"10° le collège des juges aux tribunaux de commerce;".

ALGEMENE OPMERKING BIJ DE ARTIKELEN 5 EN VOLGENDE.

Het ontwerp beoogt te organiseren hoe het stemmen moet verlopen, maar sommige belangrijke nadere regels ervan worden door het ontwerp niet geregeld.

De Koning behoort te worden gemachtigd om de nodige uitvoeringsmaatregelen te nemen.

Artikel 5.

1. Het tweede lid bepaalt dat de kandidaturen moeten worden neergelegd op het secretariaat van de Raad. Aangezien deze in Brussel zetelt, rijst de vraag of niet ook in een andere wijze moet worden voorzien, zoals het opsturen van een ter post aangetekende brief.

Dienaangaande wordt verwezen naar de bovenstaande algemene opmerking.

2. In het ontwerp wordt niet geregeld hoe de stembiljetten worden opgesteld. Het zou nuttig zijn als bijlage bij het ontwerp van wet een model van dat stembiljet te voegen.

Aangezien de leden van de Raad volgens artikel 2 van het ontwerp verkozen worden door het college waartoe zij behoren, zou het bovendien logisch zijn te bepalen dat die stembiljetten worden opgesteld door het college.

3. In het zevende lid schrijve men "overeenkomstig het bepaalde" in plaats van "overeenkomstig met het bepaalde".

Artikel 6.

1. Het ontwerp zelf zou het model van het volmachtformulier moeten vaststellen of zou die taak kunnen toevertrouwen aan de Koning.

2. In paragraaf 1, 1°, is het beter de opsomming niet te onderbreken door een tussenzin. Men schrijve dus : "... gevoerd te worden, waarbij die onbekwaamheid moet blijken uit een geneeskundige verklaring".

Een soortgelijke opmerking geldt voor 2° en 3°.

3. In paragraaf 4 wordt paragraaf 4 van artikel 147bis van het Kieswetboek volledig overgenomen. Volgens het ontwerp is er strikt genomen echter geen "voorzitter van het stembureau", maar volgens artikel 5, zesde lid, is er een magistraat die belast is met het toezicht op de stemming.

Het zou dus beter zijn paragraaf 4 te stellen als volgt :

"§ 4. Om tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de gemachtigde de volmacht en één van de in § 1 vermelde attesten aan de magistraat die belast is met het toezicht op de stemming en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop die magistraat vermeldt : "heeft bij volmacht gestemd".

Artikel 7.

In de uitdrukking "zoals bepaald bij artikel 2" behoort het woord "zoals" te vervallen. Die opmerking geldt voor het derde, vierde, vijfde en zesde lid.

Het zou overigens duidelijker zijn het eerste en tweede lid samen te brengen in een paragraaf 1 en het derde, vierde, vijfde, zesde en zevende lid samen te brengen in een paragraaf 2.

In het zevende lid, dat paragraaf 2, vijfde lid wordt, behoren de woorden "de vorige leden" te worden vervangen door de woorden "het eerste tot het vierde lid".

Aan het begin van hetzelfde lid, dat paragraaf 2, vijfde lid, wordt, schrijve men "in het geval" in plaats van "ingeval".

Hoofdstuk II.

Aangezien de Nationale Adviesraad van de Magistraten geen rechtspersoon is, behoort het opschrift te worden gesteld als volgt : "Organisatie van de Raad".

Artikel 9.

Naar het model van artikel 43quater van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken zou

het beter zijn in de tweede zin van het derde lid te schrijven : "zij moeten behoren tot een ander taalstelsel dan dat van de voorzitter van de Raad", want de wijze waarop zij volgens hun taal worden ingedeeld, wordt niet bepaald op grond van de taal waarin zij zich uitdrukken.

Artikel 10.

Overeenkomstig de opmerking over artikel 9, behoort artikel 10 te worden gesteld als volgt :

"Voor het voorzitterschap van de Raad en van de afdelingen wordt om de twee jaar een beurtwisseling toegepast die steunt op het taalstelsel waartoe de betrokkenen behoren".

Artikel 11.

De woorden "zoals omschreven in artikel 2" behoren te vervallen.

Artikel 12.

In het tweede en derde lid behoort "overeenkomstig artikel 9" te worden geschreven in plaats van "overeenkomstig de bepalingen van artikel 9".

In het vierde lid van de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven : "En cas de parité de voix ..."

Artikel 15.

1. Volgens de commentaar ter zake in de memorie van toelichting

> "staat (het) de Raad vrij (in de veronderstelling dat hem op verzoek van de Minister van Justitie gevraagd wordt een advies te verstrekken over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de organisatie en de werking van het gerecht) zich niet uit te spreken indien hij dat passend acht".

Die vrijheid komt noch in artikel 15, noch in artikel 17 van het ontwerp tot uiting.

Zoals de gemachtigde van de Minister beaamt, behoort het dispositief van het ontwerp dienaangaande te worden aangevuld.

2. Het zou beter zijn het slot van het eerste lid als volgt te redigeren : "... over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de organisatie, de bevoegdheden en de werking van het gerecht".

3. Het zou duidelijker zijn aan het slot van het tweede lid te schrijven : "... betreffende aangelegenheden die worden geregeld door het tweede deel van het Gerechte-

lijk Wetboek, in boek I, titels I, II, IIbis, V en VI, of in boek II, titels I, II en V".

De Raad van State, afdeling wetgeving, stelt vast dat titel III (Wedden, lonen en werkingskosten) en titel IV (Inruststelling, pensionering en emeritaat) van Boek II van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek niet worden vermeld als aangelegenheden waarvoor het advies vereist zal zijn.

Artikel 16.

In de Franse lezing schrijve men : "de donner des avis". De opmerking geldt ook voor de artikelen 17, 19, 20, 23 en 25.

Artikel 18.

Aangezien de termijn van zestig dagen bepaald in de eerste zin betrekking heeft op een substantieel vormvoorschrift, behoort te worden bepaald wat de gevolgen zijn wanneer het advies niet binnen die termijn wordt medegedeeld. Inzonderheid behoort te worden verduidelijkt dat de niet-inachtneming van die termijn inhoudt dat wordt voldaan aan het vormvoorschrift.

Artikel 19.

In de Franse lezing behoort aan het slot van het eerste lid te worden geschreven : "... durant les quatre années qui suivent ...".

Artikel 20.

In het derde lid van de Franse tekst schrijve men : "... après que la commission a entendu ...".

In het opschrift van hoofdstuk IV schrijve men "Werkwijze" in plaats van "Werking".

Artikel 23.

Het artikel biedt de Nederlandstalige en de Franstalige magistraten de mogelijkheid om verschillende adviezen te verstrekken.

De Raad van State maakt de Minister en de Wetgevende Kamers erop attent dat het risico bestaat dat tegengestelde adviezen worden verstrekt over dezelfde aangelegenheden, ook wanneer het gaat om een aangelegenheid die tot de nationale bevoegdheid behoort en dat de politieke overheid op die manier voor keuzen dreigt te worden gesteld die in strijd kunnen zijn met het standpunt van een ruime meerderheid van magistraten van een bepaald taalstelsel.

Artikel 25.

In het tweede lid behoren de woorden "in dit verband" te vervallen en behoren de streepjes te worden vervangen door 1°, 2° en 3°.

Men schrijve dus :

"Om op geldige wijze te kunnen beraadslagen, moeten :

1° ten minste ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 27.

De tweede zin van het eerste lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Bij eventuele honorering is de voorafgaande goedkeuring van de Minister of diens gemachtigde vereist".

Het tweede lid zou aldus moeten luiden :

"De Koning bepaalt de nadere regels aangaande de opdrachten en aangaande de betaling van de eraan verbonden honoraria".

Artikel 29.

In de eerste volzin schrijve men : "... die op het personeel van de ministeries van toepassing zijn".

Artikel 30.

Het zou beter zijn de tweede zin te stellen als volgt :

"Het wordt goedgekeurd door de Koning en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

Artikel 31.

Het woord "overgangsbepaling" behoort te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.